

l'EGF ou à la SNCF. Encore, il faut le répéter, ces nationalisations sont-elles effectuées la plupart du temps avec rachat. Enfin, par précaution, le Parlement chilien — où la droite bourgeoise reste majoritaire — a voté une loi limitant le droit du gouvernement à décider de nouvelles nationalisations.

Sur le front de la réforme agraire, l'Unité Populaire s'est contentée d'appliquer la réforme entreprise par le gouvernement bourgeois qui l'a précédée sous la présidence d'Eduardo Frei. C'est-à-dire une réforme qui ne touche que les propriétés supérieures à 80 hectares. Or, la lenteur et les modalités d'application de la réforme, ont laissé aux propriétaires terriens le temps et les moyens de manœuvrer. Certains ont découpé leurs vastes domaines pour les répartir fictivement entre fils, gendres, et cousins afin d'échapper au cadre de la réforme. Les grands propriétaires de bestiaux ont fait passer en Argentine 200 000 têtes de bétail avant d'être touchés par la réforme. Au Chili même, ils ont procédé à un abattage accéléré du bétail, compromettant l'avenir du cheptel, alors que le Chili manque de viande bovine.

La possibilité de baisser à 40 hectares le seuil d'application de la réforme agraire n'a pas été retenue. Au contraire, devant le sabotage des grands propriétaires, le gouvernement a été amené à leur concéder le fait qu'ils restent propriétaires du bétail et des machines agricoles de leur domaine. Ainsi l'application de la réforme peut favoriser le regroupement du bétail et des machines sur les meilleures terres, le développement d'une agriculture capitaliste concentrée, intensive et hautement mécanisée, et ce tandis que les paysans pauvres se retrouvent sur de mauvaises parcelles sans bétail, sans machines, sans capitaux pour s'approvisionner en semences et en engrais. En un mot, ils ont toute chance de rester, sous une forme nouvelle, sous la dépendance matérielle et financière des gros propriétaires et de leur tenir lieu de secteur d'appoint.

Les travailleurs sentent bien que pour ne pas rester à la merci de la bourgeoisie, il faudrait aller plus loin ; occuper les usines rentables, occuper les terres, débusquer les stocks, confier aux masses le contrôle de l'application des mesures, leur confier la défense, armée s'il le faut de leur conquête. Mais l'Unité Populaire a choisi de se plier devant la loi de la bourgeoisie. Cela implique de briser l'élan des masses, de les frustrer de conquêtes nouvelles qu'elles sentent à leur portée.

Le dialogue entre le « camarade-président » Allende et Anselmo Cancino, représentant élu du conseil paysan de la province de Linares est édifiant, et d'une certaine façon émouvant à cet égard. Cancino pose le problème de la situation dans la province où 35 % de la main d'œuvre agricole ne trouve pas à s'employer, où les propriétaires terriens sabotent ouvertement la production. Pour riposter, les paysans sont tentés d'occuper les terres et de s'en emparer :